

AVIS

sur le projet de décret relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux produits par les patients en auto traitement et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires)

26 octobre 2007

Ce projet de décret vient compléter le chapitre « Pollutions atmosphériques et déchets » du Code de la santé publique, lequel est actuellement composé de trois sections, respectivement intitulées « Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés », « Élimination des pièces anatomiques » et « Dispositions diverses ».

Considérant :

- que la contamination par des agents transmissibles (notamment de ceux qui se transmettent par le sang ou des liquides biologiques) est possible par le biais d'une effraction cutanée par un dispositif médical perforant ;
- qu'en milieu de soins, l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux est assurée par le biais de collecteurs et d'un circuit de traitement spécifiques ;
- qu'il n'existe pas de disposition juridique instituant les modalités et les filières de collecte des déchets d'activités de soins à risques infectieux produits par les patients à leur domicile en l'absence d'intervention d'un professionnel de santé ;
- que le recueil de tels déchets sans conditionnement ni pré-traitement dans le circuit des ordures ménagères peut être à l'origine de contamination des personnels chargés de la collecte des déchets ou de l'entourage des patients ;
- que le matériel nécessaire au conditionnement et à la collecte de tels déchets ne doit pas être à la charge des patients ;
- que la délivrance de ce matériel doit être adaptée en fonction des besoins du patient et non systématique ;

Considérant d'autre part :

- que les mesures énoncées dans la section 2 nouvellement insérée dans le Code de la santé publique ne devraient s'appliquer qu'aux déchets à la fois perforants et produits par les patients en auto traitement ;
- que les différentes étapes du circuit des déchets : conditionnement par les patients, stockage dans les officines, ramassage des collecteurs par les collectivités territoriales dans les officines et élimination par les déchetteries doivent pouvoir se succéder de façon cohérente ;
- que la lisibilité du projet de décret passe par une présentation cohérente et précise dans la note qui l'accompagne ;

le Haut Conseil de la santé publique recommande d'améliorer la rédaction et la lisibilité du projet de décret :

- en précisant que les mesures de la section 2 nouvellement insérée dans le Code de la santé publique par l'article 1 du décret s'appliquent strictement aux déchets à la fois perforants et produits par les patients en auto traitement ;
- en décrivant les modalités d'entreposage par les pharmacies collectrices puis de ramassage par les services des collectivités territoriales ;
- en insérant les mêmes modifications à la note de présentation.

Sous réserve de la prise en compte de ces recommandations, le Haut Conseil de la santé publique émet un avis favorable sur ce projet de décret.

Avis produit par la Commission spécialisée Sécurité sanitaire
Le 26 octobre 2007

Haut Conseil de la santé publique

14 avenue Duquesne

75350 Paris 07 SP

www.hcsp.fr